

CRISE DE LA SOCIÉTÉ ET SCIENCE DU COMPORTEMENT

Marc Richelle¹

Université de Liège

La crise que nous vivons, sans précédent dans l'histoire, touche la société humaine tout entière, constitue une crise de l'espèce. Aujourd'hui que la science se trouve si décriée, n'est-il pas dérisoire de s'interroger sur ce que peuvent apporter les sciences du comportement à sa résolution? Malgré les nombreux obstacles envisageables, une analyse expérimentale du comportement dans la perspective behavioriste devrait pousser à l'implantation d'une politique expérimentale, actuellement étrangère à tous les usages (règne des partis, objectif du pouvoir, circulation limitée des informations, abus des renforcements immédiats). Une telle politique expérimentale devrait générer des citoyens actifs et diversifiés.

See end of text for English abstract

¹ Des copies de ce texte, prononcé en conférence lors du 12e congrès de l'A.S.M.C. (Rimouski, 1981), peuvent être obtenues du professeur Marc Richelle, Université de Liège, Laboratoire de psychologie expérimentale, 32 boul. de la Constitution, B-4000, Liège, Belgique.

© 2025. Association Scientifique pour la Modification du Comportement.
Tous droits réservés. www.science-comportement.org

Introduction

La crise que nous vivons n'a pas eu de précédent dans l'histoire. Ce n'est certes pas la première fois que le système économique accuse un profond déséquilibre; ce n'est pas la première fois que se déplace le centre du monde; ce n'est pas la première fois qu'un régime politique s'écroule sous son propre poids et se trouve rem-placé, de l'intérieur ou de l'extérieur, par un nouveau type d'ordre social. « Nous, civilisations, savons maintenant que nous sommes mortelles ». Mais c'est la première fois qu'une crise concerne par son ampleur et par l'interdépendance où vivent aujourd'hui tous les peuples non pas une société mais la société humaine tout entière. C'est la première fois que les problèmes qui se présentent à nous ne peuvent se ramener à la question: « Oui survivra à qui? » mais à la question « Survivrons-nous ? ». La première fois que nous devons faire face à une crise de l'espèce et non simplement à une crise d'un régime, d'un système économique, d'une nation ou d'un groupe de nations.

À moins de s'entêter dans l'optimisme, chacun aujourd'hui reconnaît que la crise que nous traversons ne peut pas passer pour un simple épisode dépressif dans les oscillations de l'économie, comme nous nous plaisons encore à considérer la crise des années trente. Personne n'ose, avec un détachement cynique qu'il n'était pas rare de rencontrer jadis, aujourd'hui suggérer que, parvenus au dénouement fatal d'une guerre, nous dépasserons la crise et connaîtrons ensuite des jours meilleurs. Nous ne sommes pas sûrs qu'il y aura un « après-guerre ».

N'est-il pas dérisoire, en présence d'un mal si général et si angoissant, que quelques spécialistes des sciences du comportement s'interrogent sur ce que pourrait être l'apport de leur discipline à la solution de la crise? Dérisoire et prétentieux. Que savons-nous qui nous y autorise? Et quel discours cherchons-nous à faire passer, sous le couvert de la science, qui n'ait déjà été tenu et ne serve à une idéologie déjà existante? C'est précisément la gravité de la crise qui justifie que chacun s'en in- quiète, puisque tous sont concernés, et que, devant l'enlèvement des méthodes habituelles de gestion des affaires humaines, on prenne la liberté d'en imaginer, d'en rêver d'autres. Plus que les autres scientifiques, les spécialistes du comportement ont aujourd'hui le devoir de se poser sur le monde où ils vivent des questions qui les soustraient au mythe et au confort désormais dépassés, intenable, de la science pure. On a fait souvent, et avec quelques fondements, reproche à la science de ne pas se soucier, de ne pas se sentir responsable de l'usage que l'on fait d'elle, de ses conséquences. On a justement dénoncé que la recherche n'est jamais vraiment neutre, qu'elle est inévitablement, même si c'est à son insu, impliquée, compromise dans un certain système qui l'engendre, qu'elle nourrit et dont elle se nourrit. En pleine conscience de cette ambiguïté, ce nous est un devoir, quoiqu'il advienne de cet exercice, de formuler autrement le malaise de la civilisation. L'entreprise n'est pas simple, et sa portée est incertaine.

Spécialistes du comportement dans la tradition d'un certain behaviorisme, nous partons avec quelques handicaps. L'inspiration puisée dans le behaviorisme radical de B.F. SKINNER est double: d'une part une recherche expérimentale essentielle- ment sur l'animal et transposée à l'homme à un niveau théorique et spéculatif, d'autre part une

pensée politique que SKINNER voit clairement dans le prolongement de sa recherche scientifique mais à laquelle il a lui-même donné la forme utopique. Or les utopies ne sont généralement guère en faveur comme modèle politique. Celles qui visent à décrire prophétiquement l'avenir auquel conduirait une certaine logique du présent connaissent le succès en dénonçant ce qu'il faut éviter - elles offrent des modèles à rebours. Mais les utopies « positives » ont mauvaise réputation: on les écarte comme des projets naïfs et irréalistes, donc irréalisables. On leur trouve, quelle que soit l'analyse critique de la société qui les sous-tend, un dénominateur commun: elles seraient toujours réactionnaires, par leur nature même, par le refus qu'elles dénotent d'accepter le mouvement de l'histoire et le désir de fixer dans l'intemporel un modèle de société enfin en équilibre. C'est escamoter un peu vite le profond pessimisme qui sous-tend presque toujours l'utopie, et l'insatisfaction de pouvoir réfléchir le cours des choses lorsqu'il semble avoir atteint les limites du risque. Quand un économiste des plus sérieux, et qui n'ignore rien des données chiffrées de la crise actuelle - justement parce qu'il n'en ignore rien - appelle à une « économie de l'utopie », c'est que le raisonnement économique habituel ne débouche pas, ne débouche plus sur rien et qu'il faut imaginer autre chose. Il est vrai que la mise en œuvre du projet utopique est difficile. Et qu'en dernier ressort il vaut plus peut-être par sa critique du modèle existant, sa mise en évidence de l'absurdité, que par la définition des recettes de changement. Là où l'utopie prophétique fait peur, et pousse à se réfugier dans l'ordre établi, l'utopie positive ébranle l'actuel et gêne ceux qui veulent le perpétuer.

Le behaviorisme n'est pas en situation plus confortable en tant qu'il se donne pour une approche scientifique. La science en cette fin du XXe siècle est devenue suspecte. Tenue pour responsable de nos malheurs, on veut en limiter l'expansion, on cherche à lui soustraire au moins le champ de l'humain. Le mythe du progrès n'a plus la raison pour déesse. La psychologie, profondément divisée, vient en plusieurs de ces courants à l'appui de la vogue d'irrationnel.

L'approche scientifique, il ne faut pas se le dissimuler, suscite des réticences et soulève des difficultés si importantes que l'on peut se demander si elle peut être d'une quelconque utilité dans l'analyse pratique de la vie sociale. Le spectre des scientifiques au pouvoir suffit à écarter tout effort de clarification fondée sur l'analyse du comportement. Je ne crois pas que nous puissions sérieusement espérer résoudre la crise en désignant un gouvernement de psychologues. Mais il est frappant de constater que l'on fait couramment appel à certains scientifiques - si l'on veut bien reconnaître ce statut à nos collègues économistes - lorsque les situations apparaissent désespérées. Le résultat de leur intervention n'a pas été toujours très convaincant. Sans doute présente-t-il aux yeux des politiques le mérite d'offrir autant de modèles de l'homme qu'il existe de systèmes socio-économiques et idéologiques. **L'homo economicus** est resté une création bien abstraite, mélange de rationalité et de besoin dont on ne voit jamais clairement s'ils déterminent le fonctionnement de l'économie ou sont déterminés par lui. Créature qui apparaît

parfois plus éloignée de l'homme réel que le rat de laboratoire.

Une autre difficulté de l'approche scientifique se résume par la question suivante: l'analyse de notre situation doit-elle se borner à une critique ou bien peut-elle déboucher sur une action? En d'autres termes, une analyse scientifique est-elle de nature à nous dicter des perspectives politiques, et lesquelles? Une certaine conception de la psychologie appliquée, parallèle à une conception plus générale de la science et de ses applications, voyait dans l'analyse scientifique des comportements humains une explicitation de mécanismes permettant d'atteindre des fins diverses. Celles-ci faisaient l'objet de choix politiques, et il appartenait aux praticiens de la psychologie appliquée de décider s'ils voulaient ou non se mettre au service de l'utilisateur. Une analyse expérimentale du comportement dans la perspective behavioriste peut évidemment être appliquée de la même manière, éventuellement à des fins et dans des contextes opposés. Elle peut cependant, allant plus loin, aider à discerner des éléments si essentiels des conduites humaines qu'ils suggèrent sans équivoque une certaine direction du choix politique. A ce niveau, l'analyse scientifique se confond certes avec une prise de position sur la nature de l'homme, ou plus précisément sur ce qui lui convient et ne lui convient pas par rapport à certains critères, par exemple la survie à long terme en tant qu'espèce. Ce type de jugement, où la science, pour certains, outrepassa son rôle, est devenu chose courante dans les sciences biologiques: la lutte contre les microbes, l'enrayement des épidémies, la définition d'un régime alimentaire optimum sont directement dérivés d'une analyse scientifique. Beaucoup estiment prématuré de proposer des choix analogues s'agissant de comportement; quelques-uns au contraire pensent que le peu que nous savons permettrait déjà, si seulement on voulait en tenir compte, de résoudre certains problèmes. Après tout, il n'est pas indispensable d'attendre la thérapeutique décisive du cancer pour commencer d'appliquer les règles de l'hygiène. Nous viendrons, dans un instant, à quelques aspects de la crise actuelle telle que l'éclaire une analyse expérimentale du comportement. Mais, auparavant, envisageons encore quelques autres sources de difficultés. Une fois dégagées certaines options, il reste aux scientifiques à trouver les moyens de les faire adopter. Une première voie d'attaque s'offre à eux, à travers les structures d'action politique existantes. C'est la voie souvent adoptée par les économistes. Encore faut-il que l'action souhaitée rejoigne d'une façon ou d'une autre le programme politique habituel du groupe dont on veut le support. Or, généralement, les données d'une analyse expérimentale du comportement humain ne s'harmonisent à aucun parti traditionnel de nos sociétés occidentales. Ce n'est pas par hasard qu'elles suscitent la méfiance et la réprobation également féroce des partis les plus opposés.

Une seconde voie possible consiste à mener combat sur des thèmes limités, ponctuels, en dehors des structures traditionnelles. C'est la voie qu'ont suivie un peu partout les

mouvements écologiques, avec le succès que l'on sait. Il s'agit d'une stratégie de changement qui s'en remet à une dynamique interne de nos sociétés. Elle n'est pas sans résultat mais elle présente des risques. Le premier est de n'atteindre pas le succès assez vite. Le second est de focaliser l'effort sur les problèmes les plus apparents, et d'offrir par là au pouvoir en place des alibis pour soustraire au changement les problèmes moins manifestes mais plus importants. L'exemple de l'énergie nucléaire est ici classique. Les mouvements écologiques ont réussi à mettre en question la prolifération des centrales, mais sont restés impuissants quant aux armements pourtant infiniment plus inquiétants. Le troisième risque est de négliger l'interdépendance des divers éléments constitutifs d'une culture. Une culture fonctionne comme un système, à la limite transformé par chaque modification partielle, mais plus ou moins résistant aux altérations marginales, qu'il résorbe sans transformation profonde.

Pour parvenir à celle-ci, et c'est la troisième voie, il faut éventuellement une rupture radicale, ce que l'histoire appelle une révolution. Mais celui qui aborde la réalité avec les démarches propres aux scientifiques n'est pas particulièrement prédisposé à cette forme d'action. Et il se retrouve voué à une analyse critique, un projet en forme de discours, donc un projet utopique, livré au hasard de l'histoire des idées, où peut-être il se trouvera quelque groupe d'action, quelque individu pour s'en emparer, pour l'endosser et lui donner corps. Mais l'histoire donne-t-elle jamais corps à des projets raisonnables, à des utopies rationnelles?

Revenons à la crise. Aux propositions optimistes des spécialistes du comportement, la réponse est connue d'avance: que savez-vous de la solution quand tant de gens rompus aux affaires politiques n'y réussissent pas? La réponse du scientifique est simple: justement, nous ne détenons pas de solution, et nous allons la chercher, au lieu de faire croire que nous la tenons sans jamais la mettre en œuvre. La première grande réforme propre à résoudre la crise consisterait à inaugurer une politique expérimentale, c'est-à-dire un système où le courage politique ne consiste pas à affirmer l'incertain, mais à explorer le possible. À ainsi transformer chaque problème concret en un champ d'essai dont les conclusions peuvent faire l'objet d'un constat, d'un accord, et si on en décide ainsi d'une généralisation. Une politique expérimentale substituerait la négociation raisonnée à l'affrontement, la démonstration à la tension. Elle ouvrirait à la diversité des solutions. La réduction des horaires de travail, les horaires flottants, le choix du travail à temps partiel, l'alternance au cours de la vie de plusieurs occupations successives ou simultanées, - autant d'usage, rappelons-le, de Walden Two - font aujourd'hui l'objet de conflits entre travailleurs et employeurs, entre syndicats et gouvernements, entre femmes au travail et femmes au foyer, entre partisans de la sécurité à outrance et partisans d'une prise de risques. Autant de problèmes pourtant qui se prêteraient à des expérimentations. Où est l'homme politique qui aborderait ses électeurs non en déclarant: « nous ferons ceci et cela » mais « nous essayerons ensemble telle ou telle solution et

les rejeterons si elle ne donne pas les résultats attendus »? Comment sera-t-il reçu? Y faudra-t-il une longue période d'éducation scolaire - ce ne serait pas la moindre responsabilité des scientifiques que de l'amorcer et de la hâter. Ce style tout-à-fait inédit dans la gestion des affaires humaines s'impose en raison de la complexité qu'elles ont atteint. S'il s'agit d'un geste de lancer une pierre dans l'étang, on peut affirmer son acte avant de le poser. Mais pour lancer une fusée dans la lune, il y faut, avec plus de moyens, moins de présomptions. Il faut accepter d'essayer.

L'idée de l'expérimentation en politique est étrangère à tous les usages, et elle heurte le sens commun - qui est fait de nos habitudes, bonnes ou mauvaises. Elle n'est pas **réaliste**, dira-t-on. On veut dire par là qu'elle est impossible à appliquer. Mais en fait, cela veut simplement dire qu'elle n'est pas conforme à la réalité actuelle. Il n'y a aucune raison de penser que l'on puisse en changer. L'idée de démocratie n'était certainement pas réaliste sous Louis XIV, ni l'idée de suffrage universel dans certains régimes parlementaires du XIX^e siècle. Nos mœurs politiques sont dominées par l'énoncé de buts lointains, généraux et abstraits, forme profane des eschatologies religieuses. Les idéaux de liberté, d'égalité, d'équité, de bien-être y figurent immanquablement. Les intentions d'accroître le niveau de vie, de donner à tous du travail, d'améliorer la qualité de la vie, sont de tous les programmes politiques. Cependant, les précisions sur les moyens y sont rares, ou elles se cristallisent dans des options tranchées, de nature idéologique, et qui alimentent la tension conflictuelle. Celle-ci est entretenue, systématiquement, dans une stratégie qui de toute part vise à déjouer l'action de l'adversaire, de telle sorte que des solutions potentiellement valables sont mises en échec dans le seul but de reprendre le pouvoir. Il en va du monde politique comme d'un laboratoire où les expérimentateurs s'ingénieraient à perturber vicieusement une variable dans les recherches de leurs collègues, de telle manière qu'ils ne puissent jamais rien vérifier. C'est la société tout entière qui est victime d'un tel régime. Que l'on ne fasse donc pas objection à une politique d'essais contrôlés d'exposer des parties de population au sacrifice...

L'expérimentation - c'est une autre objection - est incompatible avec la dynamique politique, parce qu'elle néglige une dimension capitale des rapports entre les peuples et leurs leaders, la dimension affective. Les peuples n'analysent pas le détail des programmes d'action des hommes qui sollicitent leurs suffrages: ils s'en remettent à leurs qualités charismatiques, se laissent guider par des motivations souvent inconscientes d'ordre émotionnel, non rationnel. En effet, l'histoire politique du dernier demi-siècle montre qu'il en va bien ainsi, et que sur ce point rien ne change par rapport au passé. Et les hommes politiques sont les derniers à souhaiter que cela change. Au contraire, ils mettent à profit toutes les ressources des instruments modernes de persuasion pour augmenter le rôle de l'irrationnel. Ils n'ont pas à se préoccuper de faire **leurs preuves** - au sens où le scientifique administre la preuve - puisque leur accession

ou leur maintien au pouvoir repose sur des éléments d'un ordre tout-à-fait différent. Le type d'homme qui exerce le gouvernement n'est, dans un tel système, pas nécessairement le mieux préparé à résoudre les problèmes qui mériteraient de l'être. Et d'autres hommes se trouvent d'avance exclus, faute de posséder les caractéristiques indispensables à rencontrer les pulsions affectives des foules, ou parce qu'ils refusent tout simplement de jouer ce jeu. Cette situation favorise l'installation d'une caste politique toujours plus soucieuse de se perpétuer et pour cela toujours plus portée à se distinguer de l'ensemble de la population. C'est cette caste politique qui, face à tous projets issus de la réflexion des scientifiques, agite l'épouvantail de la technocratie. Il s'agit, évidemment, de préserver leur propre caste, qui s'est érigée en technocratie de l'incompétence. Deux caractéristiques d'une politique expérimentale, deux caractéristiques étroitement liées, les mettraient particulièrement en péril: la large communication de l'information et la relative inter-changeabilité des hommes.

La démarche scientifique, qui fait de la reproductibilité des observations une règle fondamentale, est une démarche ouverte: elle est, avant tout, communicable et communiquée. Il semblerait que, dans leur esprit, les régimes occidentaux modernes partagent cette propriété avec la science. Or nous sommes loin de compte. Une part importante de l'information nécessaire à la gestion politique est délibérément cachée; pour l'autre part, elle est généralement faussée, distordue dans un sens par les filtres des partis au pouvoir, dans l'autre sens par ceux de l'opposition quand elle existe. Si nous voulons explorer les possibles en politique, comme nous faisons en science, il y faut toutes les informations, il faut une communication sans réserve et sans distorsion des données. Cette communication est la condition de la poursuite du travail par des hommes différents. La rotation fréquente des responsables politiques est probablement la seule méthode propre à éviter l'installation de castes que l'on retrouve aujourd'hui dans tous les régimes et qui constitue la violation la plus flagrante des idéaux démocratiques. Les gestionnaires de Walden Two ne pouvaient remplir leurs fonctions que pendant une dizaine d'années. Un terme maximum de huit à dix ans dans un mandat politique constituerait vraisemblablement une bonne mesure pour instaurer un style différent. Elle entraînerait une conséquence importante: il devrait y avoir des ressources beaucoup plus vastes d'hommes et de femmes prêts à exercer une responsabilité pendant une partie de leur vie. Mais pour que cette réserve existe il faudrait aussi que l'information circule et permette aux responsables potentiels de se tenir au courant. Au lieu d'un cabinet-fantôme de l'opposition, ce sont des dizaines ou des centaines de cabinets et de parlements fantômes qu'il y faudrait, mais des fantômes qui travailleraient non pas dans l'ombre, mais à ciel ouvert, bien visibles.

Assez paradoxalement, cet éclatement de la classe politique apparaît aujourd'hui comme une condition essentielle pour réorienter les choix politiques dans des perspectives à long terme. En effet, une caste politique faite

de gens avant tout soucieux de se hisser et de se maintenir au pouvoir opère toujours à court terme - elle joue sur les renforcements les plus immédiats pour séduire l'électeur. Elle sacrifie la continuité dans le traitement des problèmes à la continuité des hommes ou des partis. Or, un des aspects les plus importants de la crise que nous vivons est la dominance des renforcements immédiats et la négligence des renforcements différés. Cette situation ne peut manquer de susciter la réflexion des psychologues, à quelque école qu'ils se rattachent. Freud voyait dans le refoulement des pulsions le **prix** nécessaire à payer pour l'avènement de la culture - l'histoire humaine commençait avec la substitution du principe de réalité au principe de plaisir. Ceux qui considèrent l'évolution biologique et culturelle sous un jour moins dramatique et moins manichéen, voient dans la subordination du présent au futur le produit des systèmes de régulation que l'espèce humaine, à la faveur de son développement cognitif et linguistique, a sans cesse raffiné et étendu. La généralisation des renforcements à court terme dans la civilisation contemporaine marquerait-elle une régression dans l'histoire de l'humanité?

Les renforcements immédiats sont à l'œuvre dans le comportement des citoyens qui consomment comme dans les structures économiques qui produisent et dans les circuits du capital à la recherche de la rentabilité. Ils prévalent jusque dans la gestion des affaires scientifiques. On en vient à financer la recherche à l'année - ce qui; en psychologie écarte pratiquement toute étude sur des questions vraiment intéressantes, lesquelles impliquent une dimension temporelle beaucoup plus longue. Nous ne construisons plus de pyramides ni de cathédrales, nous rédigeons des rapports annuels. La maîtrise de l'explosion démographique et de la famine, dans certaines régions, qui supposerait l'instauration de systèmes de renforcement différé, se révèle un échec. L'ébranlement des religions, qui excellaient dans l'usage des renforcements différés, explique peut-être en partie cet envahissement par le renforcement immédiat, ce retour au principe de plaisir - qui trouve son écho d'ailleurs dans certaines théories psychologiques. Certains successeurs de Freud, s'écartant de ses vues, ont inversé la relation entre pulsions et cultures et ont fait de la libération pulsionnelle la condition pour dépasser le malaise de la civilisation.

Notons au passage que le domaine où les conséquences aversives à long terme semblent encore relativement agissantes est celui de la santé - à travers la représentation de la mort ou de la déchéance individuelle (ce qui n'empêche pas la dominance de renforcements immédiats de vicier le fonctionnement financier des assurances santé).

Nous sommes en fait confrontés à un problème d'auto-contrôle d'une société tout entière. Malheureusement, la société ne fonctionne pas exactement comme un organisme individuel. Chez l'individu, les systèmes de renforcement peuvent tant bien que mal donner lieu à une hiérarchisation plus ou moins intégrée, plus ou moins cohérente - cohérence que, dans leur langage, les psychologies de la personnalité ont appelée l'identité et l'unité de la personne, réplique

psychologique de l'individualité biologique. La société n'est pas dotée de telles prédispositions à l'unification - l'expression « corps social » est une métaphore inadéquate. Les éléments contradictoires y peuvent persister, ne laissant guère de chance de s'installer à des mécanismes d'**auto-contrôle**. À cet égard, nos sociétés occidentales modernes se présentent comme une juxtaposition des systèmes dont chacun est régi par ses propres renforcements positifs. Ceux-ci sont en contradiction avec des buts à long terme: la rentabilisation rapide de l'investissement industriel aussi bien que la poursuite de produits matériels de consommation sont contradictoires avec l'économie des ressources naturelles; l'accroissement du parc automobile où se trouvent complémentirement renforcées diverses catégories d'individus va à l'encontre de la solution des problèmes de pollution etc. Personne ne semble entrevoir la manière de substituer à ces renforcements à court terme des contingences donnant force aux renforcements à long terme - c'est-à-dire en somme, qui réinjectent sérieusement une préoccupation du futur dans la gestion du présent, d'un futur qui dépasse souvent la vie individuelle. Les politiciens conscients du problème appellent de leurs vœux un changement de mentalité. Nous savons que les conditions d'environnement sont seules capables de produire les changements de mentalité. Toute atteinte au renforcement positif actuellement répandu a valeur de renforcement négatif, d'**omission frustrante**. C'est ainsi qu'est ressentie toute mesure de restriction - par rapport aux habitudes de vie adoptées dans les années d'opulence - ce qui entraîne un climat d'agressivité entre sous-groupes de populations, peu propice au dépassement de la crise.

Peut-être faut-il attendre, pour modifier le système de renforcement en vigueur, qui perpétue et aggrave la situation, que les conséquences positives finissent d'elles-mêmes par devenir aversives - passé une certaine limite, la croissance urbaine rend le milieu urbain aversif pour ceux que, antérieurement, il renforçait positivement; l'automobile, objet positivement renforçant - par la liberté de déplacement, par sa valeur de symbole de prestige, etc. - finit par devenir objet aversif par son coût, par l'intensité du trafic, etc. Il vaudrait mieux découvrir plus rapidement des renforcements de rechange, qui soient en corrélation avec des buts à long terme non directement sensibles. Mais il ne s'en présente guère, qui puissent concurrencer les systèmes en vigueur puissamment soutenus par ceux qui y trouvent leur intérêt.

On met souvent l'espoir dans les pays neufs qui n'ont pas encore acquis les moyens de mettre en place le système de renforcement positif en symbiose parasitaire réciproque que nous connaissons. C'est oublier que l'unique modèle culturel qui leur soit offert, aujourd'hui que la plupart des variantes de culture ont été éliminées, est la civilisation occidentale en crise et génératrice des crises universelles.

L'étude scientifique du comportement dans sa fonction adaptative amène à retenir deux caractéristiques essentielles: d'une part, l'organisme doit être actif - c'est par son activité qu'il « rencontre » le renforcement qui, en retour, entretient l'activité; d'autre part, le répertoire autorisera d'autant plus

d'adaptation qu'il sera ouvert, flexible, diversifié - la diversification augmentant les chances de « coïncidence » avec les renforcements. Activité et variabilité constituent les deux propriétés capitales de l'adaptation comportementale. Tout environnement qui réduit ces deux propriétés rétrécit les possibilités d'adaptation.

La notion d'activité est familière à tous les psychologues de l'apprentissage, comme elle l'est d'ailleurs dans le contexte d'autres écoles et traditions de psychologie scientifique, la théorie de Piaget par exemple. Celle de variabilité est moins bien comprise. L'accent mis sur les états stables dans les recherches sur l'apprentissage (comparaison état initial état final; structuration du comportement par les programmes de renforcement etc.) a fait passer à l'arrière-plan le rôle de la variabilité comportementale dans la dynamique de l'acquisition - rôle que l'on peut, avec SKINNER, comparer à celui de la variabilité mutagénique dans l'évolution biologique. C'est, à mes yeux, sur l'analyse de la variabilité comportementale que débouche, en ses perspectives les plus intéressantes aussi bien la théorie Piagétienne que la théorie Skinnérienne. Sans entrer dans une discussion technique de cette question, demandons-nous comment se situe, par rapport à ces deux propriétés essentielles, la culture humaine de cette fin du XXe siècle, telle qu'elle a émergé dans l'occident et telle que, à travers son hégémonie technologique, elle tend à se répandre partout.

À maints égards, la relation active du comportement à ses conséquences et la variabilité semblent dangereusement se réduire. La crise du monde actuel est rarement conçue en ces termes du point de vue comportemental. Ce sont pourtant peut-être les traits les plus saillants.

L'État-providence, mis en place à la faveur de l'opulence au cours des années récentes, et qui répondait à une intention justifiée et heureuse d'éliminer certaines situations aversives - par exemple de dénuement de l'individu frappé de maladie, de la perte de soutien parental, de privation de travail, ou simplement frappé par l'âge - a favorisé, par son excès dans le bien ou par simplisme dans ses mécanismes, un mode de relation passif de l'individu à son univers. Pourquoi se soucier de sa santé si l'état y pourvoit? Pourquoi faire effort pour s'instruire puisque l'état fournit sans contrepartie obligée une instruction de plus en plus longue? Pourquoi se munir de plusieurs compétences professionnelles si la moindre privation de travail dans une seule donne droit à une indemnité de chômage parfois proche du salaire? Pourquoi se préoccuper de parents ou de voisins handicapés puisque l'état s'en charge?

La crise économique, se superposant à l'État-providence depuis près de dix ans est venue encore accentuer le phénomène. L'extension du chômage est certes d'abord dans l'immédiat une réduction grave du niveau de vie - elle est aussi facteur d'accroissement de l'inactivité, comme l'est, à certains égards, l'allongement d'une scolarité de plus en plus coupée du monde du travail, comme l'est l'abaissement de l'âge de la retraite. Certains états ont, sous prétexte de sauver

l'économie, poussés jusqu'à l'absurde la condamnation à l'inactivité, allant jusqu'à pénaliser, par exemple par de lourdes sanctions fiscales le pensionné s'adonnant à des travaux d'aménagements domestiques ou l'artiste ayant atteint l'âge de la retraite et continuant à produire.

La libération des contraintes du travail aurait dû entraîner un développement des loisirs actifs, dont le coût ne provoque pas une nouvelle aggravation de la crise économique, ni de charges nouvelles et intenable pour un état providence déjà surchargé. Au lieu de cela, le loisir est devenu une simple boucle dans le circuit de la consommation ayant encore contribué à la passivité - que l'on songe à la place de la télévision ou du disque, par rapport à celle de la production de spectacles, de musique, etc. Ici encore, on ne peut s'empêcher d'être frappé de la lucidité de SKINNER dans *Walden Two*, dont les habitants consacraient de longues heures aux loisirs productifs - art, musique, recherche scientifique, sport. Des économistes contemporains comme Athali ont fait une place capitale, dans des projets encore à réaliser, à la promotion de ce genre d'activité culturelle comme moyen pour sortir du cercle vicieux d'une économie de consommation. Il est intéressant de constater que dans nos sociétés frappées par le chômage - et qui ont depuis longtemps satisfait leur revendication du droit à l'indemnité de chômage - se fait jour aujourd'hui une revendication très différente et rassurante, dans la perspective de notre propos: **le droit au travail**. Le droit à l'activité, le droit à ne pas être condamné à demeurer inactif. Les solutions pour répondre à cette revendication n'ont pas encore hélas été clairement proposées.

La diversification comportementale est pareillement menacée. Et elle aussi par deux ordres de cause: les unes liées à la diffusion universelle d'une culture techno-logique sans égard pour les différences; les autres issues paradoxalement de la poursuite de l'équité. La culture technologique est une culture de la similitude, de la répétition, qui valorise la reproduction de l'identique - qui est d'abord manière de rentabiliser au maximum l'outil de production, de simplifier la construction et la gestion. C'est le module répété des *Holiday Inn*, contrastant avec les ruelles de Fez, de Prague, ou du vieux Paris. Cette uniformisation, elle l'étend aux conduites, nivelant les particularismes, les variantes, abolissant les distinctions. L'anthropologie culturelle, en tant que science comparée des sociétés vivantes, n'aura eu qu'un petit siècle d'existence, avant d'entrer dans le domaine de l'archéologie. A ceux qui veulent se distinguer, la poussée uniformisatrice oppose deux armes absolues: le vide - il n'y a pas d'autres objets disponibles - ou la substitution d'un autre modèle conforme. La révolte de la jeunesse, il y a vingt ans, a rapidement été habillée d'un nouvel uniforme non moins efficacement commercialisé que les fournitures aux armées.

Cette culture technologique et mercantile broyeuse de différences a trouvé un complice inattendu dans un système de valeurs axées sur l'équité et l'égalité. Obéissant à l'origine au souci d'éliminer les injustices, il finit par en créer une, d'un ordre inattendu: l'intolérance à la divergence. Ce mythe

de l'égalisation a trouvé son ex-pression la plus spectaculaire dans le système scolaire, qui se présente comme l'instrument par excellence de l'égalisation. De l'instruction primaire obligatoire jusqu'aux réformes modernes de l'enseignement secondaire - enseignement dit rénové, *comprehensive schools*, etc. - et à l'expansion de la formation universitaire sans filtre d'admission, l'école se dit porteuse de l'idéal d'équité: elle traite tout le monde de la même manière et donne ainsi les mêmes chances à chacun. Fragment d'une société qui est pourtant encore très loin de cet idéal, elle ne parvient pas cependant à se passer des ressorts de la compétition pour stimuler les élèves. Elle ne parvient pas à échapper à la hiérarchisation des différences (l'apreté des débats sur le quotient intellectuel en est une illustration très significative). Il est temps de nous tourner vers une valorisation de la différence. Dans cette perspective, de nombreux mouvements de décentralisation, régionalisme, particularisme, autonomie représentent des éléments compensateurs du nivellement - mais malheureusement ils ne se frayent généralement un chemin qu'à travers les conflits et les tensions, ce qui renforce l'idée que les différences sont à éviter autant que faire se peut.

S'il doit y avoir une culture de l'après-crise, elle sera une culture de la diversification. Diversification par redéfinition d'identité perdue au niveau des peuples, désintégrés par la grande secousse de l'ère industrielle et de l'expansion occidentale. Diversification au sein des sociétés particulières par le recours aux variantes de solutions à un même problème! Choix possible dans les sources d'énergie, du bricolage local aux réseaux collectifs à grande échelle, choix possible dans l'organisation du travail, dans les modes de production, dans les styles de loisirs, dans les filières de formation. Diversification au niveau des individus, encouragés à la mobilité - à la versatilité au sens que ce mot a en anglais - dans la formation scolaire, dans la profession, dans la participation aux affaires publiques.

La politique expérimentale, dont nous évoquons il y a un instant l'utopie, serait par elle-même génératrice de diversification. Elle déboucherait par nature sur la mise en œuvre délibérée de solutions variées à un même problème, aucune solution n'ayant de raison de l'emporter a priori et plusieurs solutions pouvant se révéler à l'usage également satisfaisantes. Elle maximiserait les chances d'adaptation aux défis imprévisibles de l'histoire.

Abstract.

The contemporary crisis, new in history, affects the whole human society, constitutes a crisis of the species. Today, when science is so discredited, can we seriously propose the use of **behavioral methods** for solution? In spite of many anticipated difficulties, an experimental analysis of behavior must bring forward the implantation of **experimental politics**, unknown to the present habits of political parties with their struggles for power, the limited access to information, the abuse of immediate reinforcers. Such an experimental politics would have as objective the emergence of an **active and multifarious citizen**.
